

Atelier 3 – Comment entraîner une large adhésion et participation des citoyens pour accompagner la préservation et à la reconquête de la biodiversité ?

L'une des ambitions de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) est d'associer le grand public et de promouvoir une large participation citoyenne à la préservation et à la reconquête de la biodiversité. Cette ambition se traduira dans la gouvernance de l'Agence et dans la mise en œuvre de son programme d'activité, et sera déclinée par des partenariats renforcés avec l'ensemble des structures aujourd'hui actives auprès du public. L'Agence régionale de la biodiversité en Guadeloupe aura par conséquent en rôle majeur à assumer dans ce domaine en tant que relais local de l'AFB

La biodiversité, c'est la partie vivante de la nature, en interaction constante avec tous les éléments non-vivants de la planète, dont l'eau, mais aussi les humains. Un des enjeux majeurs de l'Agence régionale de la biodiversité sera de participer à retisser le lien humains-nature, par trop distendu voire rompu.

Un travail de terminologie semble dans ce cadre un préambule indispensable, mais doit être rapidement dépassé pour entrer dans le vif des discussions. Lorsqu'on parle de biodiversité, on ne parle pas de biodiversité remarquable ou ordinaire, on parle de l'ensemble de ce qui compose les écosystèmes. On parle des interactions complexes qui s'y tiennent et qui sont indispensables à leur bon fonctionnement. On parle des interactions entre entités de l'écosystème et interactions entre écosystèmes. Enfin lorsqu'on parle de biodiversité, on parle des biodiversités terrestre, aquatique, marine. On parle de faune, de flore, d'habitats naturels, de paysage, de pratiques humaines... mais selon les acteurs, il y a des réalités différentes derrière aussi des termes comme « organismes nuisibles », « services écosystémiques » ou « fonctions écologiques ». De plus les enjeux sont à la fois environnementaux mais aussi liés à la santé humaine ou économique.

Il faudra aussi s'attacher à mieux comprendre et entendre les sensibilités, les goûts, les centres d'intérêts des citoyens, quels que soit leur âge, leur appartenance à une catégorie socio-professionnels, leurs culture ou traditions, dans leur rapport à la nature. La démocratie participative peut-elle favoriser la réalisation de ces objectifs ? Faut-il ne considérer que le « grand public » ou considérer des fractions de public (scolaires, étudiants, salariés, bénévoles, entrepreneurs, chômeurs, retraités...) ?

Il conviendra également d'analyser les dispositifs existants afin d'évaluer ce qui peut être dupliqué, voire amplifié, et ce qui doit être inventé ou imaginé. Et pourquoi pas inclure dans les missions de l'ARB la participation à la réalisation d'un grand inventaire des outils, initiatives, pratiques favorables à la biodiversité et mobilisables ?

Il existe des structures organisées qui ont un rôle puissant auprès des citoyens pour sensibiliser, informer, mobiliser, éduquer, les faire participer au traitement des questions relatives à la biodiversité : des institutions, des associations, des collectivités territoriales... Un grand nombre d'acteurs s'impliquent depuis une quarantaine d'années - Éducation nationale, ministère de l'Agriculture, animateurs d'éducation à l'environnement à l'environnement et au développement durable (EEDD), agences, parcs et réserves, entreprises et fondations, universitaires, animateurs, artistes... Comment l'ARB peut être un outil pour renforcer ce tissu riche ? Comment l'ARB peut-elle s'impliquer en bonne intelligence avec l'ensemble des acteurs dans les territoires ? Comment peut-elle participer à l'Espace national de concertation (ENC) pour l'EEDD ? Sous quelle forme, avec quels appuis, quels relais ? Quels modes de collaboration entre l'agence, ces acteurs pré-existants et les citoyens peut-on imaginer (contrats d'objectifs ? appels à projet ?...) ? Avec quels outils digitaux actuels : web, réseaux sociaux, applications mobiles, crowdfunding... ? L'accès aux données scientifiques et techniques par les citoyens, de même que leur participation à leurs collecte et leurs résultats, seront aussi essentielles comme l'a dit le Président de la République lors

de la dernière conférence environnementale de 2014.

L'ARB peut accompagner les changements de comportements par des actions de communication, de sensibilisation et d'éducation. Doit-elle être aussi un outil de transformation de la société pour un changement de paradigme ? Les citoyens, probablement plus éclairés qu'on ne le pense généralement, sont prêts à changer leurs habitudes de consommation. En revanche, ils ne trouvent pas les produits ou les services correspondants à leurs aspirations et leurs convictions car ceux-ci ne sont bien souvent pas proposés ou promus par les acteurs économiques. L'ARB peut-elle ou doit-elle avoir un rôle à jouer en ce sens ?

Enfin, il est essentiel que l'ARB puisse dire qui elle est, à quoi elle sert, quelle est son ambition, comment elle compte la réaliser. Et ce à la fois en interne (agents de l'agence et instances de gouvernance) et en externe (acteurs relais et grand public). Est-ce que la participation citoyenne plus directe à la gouvernance de l'agence peut amplifier l'adhésion effective des citoyens à ces missions ? Comment les citoyens peuvent-ils être associés en proximité, à la fois à la définition et à la mise en œuvre des stratégies et actions concrètes, notamment autour de la trame verte et bleue ?

Cette séquence de travail collectif aura notamment, mais de manière non limitative, vocation à apporter des réponses concrètes et opérationnelles aux questions suivantes :

- Quelle stratégie de communication l'ARB peut-elle initier, accompagner et encourager, en lien avec la stratégie nationale mise en œuvre par l'AFB ?
- Avec quels partenaires de la société civile et quels moyens devront-êtres conduites ces actions ?
- Comment articuler la mission de l'ARB avec les différents acteurs (collectivités, associations, fédérations etc.) déjà engagés pour mobiliser les citoyens, en capitalisant sur l'existant et les acquis ?
- Quelles cibles prioritaires pour l'action ? Comment dépasser la simple mobilisation citoyenne pour aller vers un réel changement des comportements et une participation active ?